

Le Budget

[Traduction]

M. Manning: Je remercie le député de sa question.

Je ne crois pas qu'il y ait de réponse simple à la question de savoir laquelle, de la centralisation ou de la décentralisation, est la meilleure solution. L'évolution de la situation au Canada a fait en sorte qu'une génération de politiques croit qu'il faut centraliser les pouvoirs à Ottawa, et je crois que c'est ce qui a beaucoup caractérisé le gouvernement Trudeau, alors que la génération suivante estime qu'il faut plutôt céder tous les pouvoirs aux provinces.

Je ne crois pas que l'une ou l'autre de ces solutions extrêmes soit la bonne. Dans une fédération comme la nôtre, il faut examiner toute la gamme des compétences et voir où les pouvoirs du gouvernement central doivent être accrus et où il est préférable de décentraliser.

Notre programme, par exemple, propose de renforcer les compétences fédérales en matière de commerce et d'accroître le pouvoir du gouvernement fédéral d'abolir les barrières commerciales entre les provinces. Il s'agirait, dans ce cas, de renforcer les pouvoirs fédéraux.

Par ailleurs, dans les domaines linguistique et culturel, nous pensons qu'il est préférable de laisser les pouvoirs aux provinces et aux secteurs non gouvernementaux. Il s'agirait donc de centraliser dans certains domaines et de décentraliser ailleurs. Nous préférons ce genre d'équilibre à une réaction automatique dans une direction ou dans l'autre.

● (1645)

Le président suppléant: Cinq autres députés se sont levés pour faire des observations ou poser des questions. Puisque la période de temps allouée est écoulée, y a-t-il consentement unanime pour prolonger de dix minutes?

Des voix: D'accord.

M. John Bryden (Hamilton—Wentworth): Monsieur le Président, je suis sincèrement ravi de pouvoir interroger le chef du Parti réformiste. Pendant la campagne électorale, il m'est arrivé souvent d'échanger avec des candidats et j'apprécie vraiment l'occasion qui m'est donnée.

Dans son discours, le député a mentionné que le gouvernement serait mieux de réduire les programmes sociaux plutôt que les opérations du gouvernement, car il y avait là beaucoup plus d'argent, ou de gras aurait-il dit.

J'aimerais qu'il précise quels programmes il réduirait, comment il s'y prendrait et dans quelle mesure. Pourrait-il citer quatre ou cinq exemples?

M. Manning: Monsieur le Président, je tiens d'abord à corriger l'impression qu'a donnée le député en posant sa question. Je le remercie d'ailleurs de sa question.

L'argument que je faisais valoir, surtout à l'intention des bloquistes parce que j'ai étudié leurs discours, c'est qu'un gouvernement ne parviendra jamais à contrôler le déficit ou la dette, s'il ne touche pas aux dépenses dans le domaine social. Voilà tout

mon argument. La raison, comme je l'ai indiqué, c'est que 55 p. 100 des dépenses sont affectées au domaine social.

À entendre les bloquistes, on arriverait à contrôler le déficit si seulement on coupait dans le gras administratif du gouvernement. À mon avis, nous pourrions éliminer du budget tous les coûts de fonctionnement du gouvernement et nous n'aurions réduit le déficit que de moitié. Je souligne que c'est par nécessité et non par choix que nous en sommes arrivés à cette conclusion.

Ensuite, nous sommes d'avis que, s'il nous faut réduire les dépenses dans le domaine social, nous devons cibler les dépenses pour venir en aide aux plus démunis. Autrement dit, il faudra restreindre l'accessibilité des gens dont le revenu dépasse un certain seuil. C'est à ce sujet qu'il risque d'y avoir une grande controverse.

Quand on rencontre les fonctionnaires du ministère des Finances, on constate qu'il y a des écarts dans le montant d'aide sociale, d'assurance-chômage et de sécurité de la vieillesse qui est versé aux familles dont le revenu se situe au-dessus du revenu moyen des ménages au Canada. Certains économistes disent que ce montant peut atteindre 20 milliards de dollars alors que d'autres soutiennent qu'il est nettement inférieur. Il faudrait tirer cela au clair.

Nous croyons qu'il faut cibler les dépenses pour venir en aide aux personnes à faible revenu. Nous disons qu'il faut réduire pratiquement tous les crédits dans le secteur social, ce qui permettrait de réaliser des économies importantes.

M. Jim Karygiannis (Scarborough—Agincourt): Monsieur le Président, c'est le pays de mes ancêtres qui a vu naître le vocable et la pratique de la démocratie.

Je n'ai pas pu m'empêcher d'entendre ce qu'a dit tout à l'heure le chef du tiers parti. Au cours des débats de la dernière campagne électorale, j'avais été très impressionné d'apprendre que son parti allait former ici un groupe à l'esprit positif qui offrirait des solutions de rechange et ouvrirait des perspectives nouvelles, notamment.

Mais quand je l'ai entendu proposer tout à l'heure que ses collaborateurs et lui-même s'entretenaient en privé avec les hauts fonctionnaires du gouvernement, j'ai été sidéré. Est-ce pour cela que les Canadiens nous ont élus? Pour que nous nous entretenions derrière des portes closes? Est-ce là ce que veulent les Canadiens? Je suis persuadé que ce n'est pas ce qu'envisage le Parti réformiste. Ce n'est certes pas ce qu'il a prêché au cours de la campagne électorale. Or, lorsque j'ai entendu proposer que l'on tienne des séances à huis clos, des séances privées, j'en ai été renversé.

Le chef du tiers parti me dira-t-il pourquoi on tiendrait un débat de ce genre derrière des portes closes plutôt que publiquement? N'est-ce pas ici même que des débats de ce genre doivent se tenir? N'est-ce pas ici la tribune où l'on doit discuter de ces choses? N'est-ce pas ici que la démocratie doit s'exercer? N'est-ce pas ici, soit publiquement et non dans le privé, que nous devrions discuter de ces choses?

M. Manning: Monsieur le Président, je remercie le député de me poser cette question. Je crois qu'il y a ici double méprise.